



Le Ouessant – Bat. 3A
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes

INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance

Capital de 8 320 000 € - RCS Nanterre B 784 824 153 - Siret : 784 824 153 00463 - APE 6920Z

Siège social : 45, rue Kléber – 92300 Levallois-Perret -TVA intracommunautaire : FR 07 784 824 153

INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
2b, allée du Bâtiment 35000 Rennes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que le présent rapport n'a pas pu être mis à votre disposition dans le délai prévu par l'article 8 des statuts, certains documents et informations nécessaires à son établissement nous ayant été communiqués tardivement

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Rennes, le 1^{er} juillet 2025

Signé par :

Mireille Revault

FB1FC0C9A52D43B...

Mireille Revault

Associée

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	2 522	2 522		
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	15		15	15
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL I	2 537	2 522	15	15
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 924		45 924	159 968
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	9 575		9 575	10 092
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	100 281		100 281	39 350
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	155 780		155 780	209 409
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	158 317	2 522	155 795	209 424

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	12 196	12 196
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	64 155	78 205
Excédent ou déficit de l'exercice	(4 500)	(14 050)
Situation nette (sous total)	71 851	76 351
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	71 851	76 351
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 123	67 251
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	32 881	45 822
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 941	20 000
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	83 944	133 073
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	155 795	209 424

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	50	50
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	247 080	233 369
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	3	(872)
TOTAL I	247 151	232 547
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	118 323	111 811
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 596	1 943
Salaires et traitements	88 992	91 809
Charges sociales	37 761	39 976
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 493	1 108
TOTAL II	251 166	246 648
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(4 014)	(14 100)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	53	50
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	53	50
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	539	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	539	
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(486)	50

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(4 500)	(14 050)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		(0)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	247 205	232 597
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	251 705	246 647
EXCEDENT OU DEFICIT	(4 500)	(14 050)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE – Exercice clos au 31/12/2024

PREAMBULE

Description de l'objet social

L'Association a pour objet, sans poursuivre de but lucratif, dans tous les domaines et par tous les moyens non prohibés par la loi, la gestion de toutes les activités sociales et économiques susceptibles de présenter un intérêt actuel ou à venir pour les entreprises industrielles et connexes, tant à titre collectif qu'à titre individuel et d'une manière générale de se livrer aux activités de services répondant aux besoins des entreprises industrielles et organismes adhérents.

Ses interventions tendent directement ou indirectement à favoriser le conseil, l'assistance, la documentation, l'information, la rencontre, le développement, l'évolution, l'organisation des entreprises industrielles et connexes, et des adhérents de l'Association.

Nature et périmètre des activités réalisées

Organisée sur le territoire breton, et pour réaliser son objet, l'Industries Services Bretagne se propose :

- D'assurer des prestations « Développement Industriel » au travers d'actions : pilotage stratégique, animation de réseau, représentation et déploiement des prestations CETIM en Bretagne, et autres,
- D'assurer la publication du magazine de la métallurgie bretonne « FUSIONS » : participation et coordination du Comité de Rédaction, publicités, diffusion.

Moyens mis en œuvre

Les ressources de l'entité se composent de toutes les recettes autorisées par la loi, dans le respect de l'indépendance et de l'éthique de Industries Services Bretagne, et notamment :

- Des cotisations,
- Des produits de ses activités,

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivantes :

Locaux : l'UIMM Bretagne FORMATION est locataire et refacture une quote-part à l'entité.

Ressources humaines : l'entité a utilisé les services de 5 permanents : 1 directeur délégué, 1 chef de projet - responsable du Service régional de Développement Industriel, 1 chargé de mission « développement économique », 1 chargé de mission « actions collectives CETIM » et 1 Assistante de direction.

Les contrats de travail du directeur délégué et de l'assistante de direction-comptable ont fait l'objet d'un transfert de UIB et ISB vers UIMM Bretagne FORMATION à partir du 01/07/2024.

(Voir détail ci-après dans les annexes : engagements financiers et autres informations).

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de **l'exercice clos le 31/12/2024** dont le total est de **155 795 Euros**, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de **4 500 Euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période **du 01/01/2024 au 31/12/2024**.

Ces comptes annuels ont été établis **le 30/04/2025**.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

NEANT

En matière d'impôt société :

L'association Industries Services Bretagne dont l'activité non lucrative reste prépondérante, possède une branche d'activité à but lucrative soumise à l'impôt société : prestations de services, abonnements au magazine Fusions, etc...

Les moyens d'exploitation (locaux, matériels, salariés, etc.) propres aux activités lucratives et non lucratives ont été spécifiquement affectés comptablement au secteur considéré. L'association tenant une comptabilité analytique, nous nous sommes basés sur cette dernière afin de déterminer les produits et charges à fiscaliser (pour les charges communes, des clés de répartition ont été établi afin de ressortir la partie commerciale et non commerciale).

Pour la détermination du résultat imposable, une liasse fiscale a été établie en neutralisant fiscalement dans la 2033-B les charges et produits non soumis à l'impôt société.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes

comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC **2018-06** relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	2 à 15 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Amortissements

INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement. Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techn. et outillage industriel Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :	 2 522 2 522			 2 522 2 522
TOTAL GÉNÉRAL	2 522			2 522

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles : Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

État des Échéances des Créances et Dettes

INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ Créances rattachées à des participations Prêts Autres immobilisations financières TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT Clients douteux ou litigieux Autres créances clients Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux État - Impôts sur les bénéfices État - Taxe sur la valeur ajoutée État - Autres impôts, taxes et versements assimilés État - Divers Groupe et associés Débiteurs divers TOTAL de l'actif circulant :	 45 924 1 772 7 803 55 500	 45 924 1 772 7 803 55 500	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			

TOTAL GÉNÉRAL	55 500	55 500	
----------------------	---------------	---------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Après des établissements de crédit : - à 1 an maximum à l'origine - à plus d' 1 an à l'origine Emprunts et dettes financières divers Fournisseurs et comptes rattachés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés Dettes sur immo. et comptes rattachés Groupe et associés Autres dettes Dette représentat. de titres empruntés Produits constatés d'avance	 31 123 6 164 8 040 17 899 778 19 941	 31 123 6 164 8 040 17 899 778 19 941		

TOTAL GÉNÉRAL	83 944	83 944		
----------------------	---------------	---------------	--	--

Charges à Payer

INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 413
Dettes fiscales et sociales	8 771
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	720
TOTAL	16 904

Produits à Recevoir

INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	16 320 1 772 7 803
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	25 895

Charges et Produits Constatés d'Avance

INDUSTRIES SERVICES BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation		
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL		

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	12 196				12 196
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	78 205	(14 050)			64 155
Excédent ou déficit de l'exercice	(14 050)	14 050		(4 500)	4 500
Situation nette	76 351			(4 500)	80 851
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	76 351			(4 500)	80 851

ANNEXE – Exercice clos au 31/12/2024

**** COMPLEMENT D’INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT ****

Cotisations

Les cotisations encaissées en 2024 auprès des Chambres Syndicales Territoriales sont de 50 Euros.

Informations - Concours et subventions

NEANT

Contributions volontaires en nature

L’entité est à but non lucratif.

Les principales actions qu’elle mène sont réalisées par ses salariés permanents sous la direction des décisions des membres du Conseil d’Administration et du Bureau.

L’entité bénéficie de contributions volontaires en nature de ces élus. Toutefois, ces contributions n’ont pas un caractère significatif, ils ne sont donc pas comptabilisés.

**** ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS ****

Effectif

ETP [Equivalent Temps Plein]	31/12/2024	31/12/2023
Effectif moyen selon le code de la Sécurité Sociale	1,47	1,56
TOTAL	1,47	1,56